Réunion du Sénat le 18 avril 2002 sur la téléphonie mobile

Le Quotidien du médecin 23 avril 2002

"La téléphonie mobile en mal de sentences scientifiques"

Les tables rondes organisées par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur la téléphonie mobile et la santé ont sûrement déçu ceux qui attendaient des certitudes scientifiques. Comme l'a souligné le directeur général de la Santé, Lucien Abenham, « la science court après le phénomène d'exposition ».

Les deux tables rondes sur la téléphonie mobile et la santé, organisées par les sénateurs Jean-Louis Lorrain et Daniel Raoul dans le cadre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST), ont suscité des débats qu'alimente l'incertitude. Il est toujours impossible d'affirmer scientifiquement qu'il existe un lien entre le fonctionnement de la téléphonie mobile et des problèmes de santé, et il en sera sans doute de même lorsque l'Office rendra son rapport public en octobre prochain. Le principe de précaution est, une fois encore, le gagnant de l'histoire.

« La question de la téléphonie mobile est au cœur des nouvelles problématiques de santé publique », indique le directeur général de la Santé, le Pr Lucien Abenham. *Des millions d'individus peuvent être exposés à des agents de risque* (on compte aujourd'hui quelque 37 millions d'utilisateurs de téléphone mobile, NDLR). *C'est un problème de gestion très sérieux. La science court après le phénomène d'exposition.* » Toutefois, précise-t-il, l'absence de certitude sur l'existence d'un risque ne doit pas induire l'inaction.

Des recommandations raisonnables

A ce stade de la connaissance scientifique (rapports Stewart et Zmirou), et en ce qui concerne précisément les téléphones portables, les actions ne peuvent que prendre la forme de recommandations raisonnables. Ainsi les retrouve-t-on dans la brochure officielle émise ce mois-ci à 100 000 exemplaires par la direction générale de la Santé (disponible également sur le site internet de la DGS) : privilégier l'utilisation d'un kit piéton, ne pas se servir de son portable dans des conditions de médiocre réception, éviter de le placer près du ventre pour une femme enceinte. Mais la disposition la plus préventive et la plus indiscutable, celle qui consiste à ne pas téléphoner en voiture, n'est encore que peu respectée par les utilisateurs.

Les opérateurs de téléphonie mobile sont également invités à jouer le jeu de la précaution en informant les consommateurs sur le débit d'absorption spécifique (DAS) local émis par leur téléphone. « Mais ce renseignement n'est pas facile à obtenir », affirme Georges Trebbia, de l'Association française des utilisateurs de télécommunication.

Dans la plupart des cas, les vendeurs de téléphones mobiles ne savent pas ce que signifie le DAS. » Les différences des valeurs de DAS sont pourtant sensibles d'un téléphone à l'autre. Selon la direction générale de la Santé, un décret devrait aboutir sur les normes de DAS en octobre prochain.

En amont des recommandations, les résultats des études scientifiques se font de plus en plus attendre. « Elles sont en cours... Elles doivent être prolongées... », ne cesse-t-on d'entendre. Bernard Veyret, responsable des travaux français du projet international COMOBIO (Communications mobiles et biologie), rappelle les premiers résultats. Soutenu par le ministère de la Recherche et de l'Economie, validé par le Réseau national de recherches en télécommunications, le projet COMOBIO a démarré en janvier 1999. Les recherches françaises ont porté sur la dosimétrie des téléphones mobiles et les systèmes d'exposition ainsi que sur des modèles animaux. « Concernant la mémoire et l'oreille interne, aucun effet n'a été observé », explique Bernard Veyret. *En revanche, on constate des effets biologiques sur la barrière hématoencéphalique et sur les méninges.* » Contrairement aux effets sanitaires, les effets biologiques sont réversibles et sans séquelle. « Mais il faut poursuivre les recherches », ajoute-t-il. *Car on ne peut pas affirmer que les téléphones mobiles n'ont pas un lien avec les tumeurs au cerveau.* »

Quels effets peuvent avoir les rayonnements des téléphones portables dans un environnement électromagnétique global ? La question est délicate et pose le problème des faibles doses. « Il est très difficile de déterminer des risques faibles », commente Jean-Jacques Duby, de SUPELEC (l'Ecole supérieure d'électricité). *Un grand nombre de facteurs interfèrent.* » Le directeur général de la Santé acquiesce. « Il est, en outre, très difficile de trouver des personnes non exposées », reprend Lucien Abenham, qui suggère la prudence avant d'attribuer une maladie à une cause : «

L'épidémie de cancer du cerveau que nous observons a commencé avant la montée en charge du téléphone mobile. »

La peur des antennes-relais

C'est peut-être le problème des antennes-relais qui provoque la plus grande levée de boucliers. Plusieurs associations de riverains et de consommateurs se sont retrouvées en 2001 dans une campagne de mobilisation intitulée « Insup-Portables les antennes-relais ». Plusieurs maires ont pris l'initiative, au nom du principe de précaution, d'interdire certaines implantations d'antennes à proximité d'habitations ou de zones jugées sensibles (hôpitaux, crèches, maisons de retraite, etc.).

Les premiers textes émis par le gouvernement sur ce sujet, la circulaire interministérielle du 16 octobre 2001 et l'arrêté du secrétariat à l'Industrie du 13 novembre 2001 définissent les valeurs limites d'exposition aux rayonnements non ionisants des antennes-relais de la téléphonie mobile en se fondant sur une recommandation européenne jugée laxiste par les associations.

Face à l'épidémiologiste qui se retranche derrière des valeurs limites d'exposition, les riverains exposent leurs inquiétudes. « Des risques sont signalés », concède Pierre Buser, de l'Académie des sciences. *Mais ce sont des anecdotes, la plupart du temps. Il y a une grande part de subjectivité.* » Remous dans la salle. « Je suis atteint d'un cancer du cerveau, intervient une personne. Je suis sans doute une de ses anecdotes... » Une autre voix s'élève : « Je suis épileptique et j'habite à côté d'une antenne-relais. Mon médecin n'y voit pas qu'un hasard. » Or, souligne le sociologue Claude Gilbert (CNRS), quand il n'y a pas de certitude scientifique, « l'épidémiologiste a le même poids que celui qui apporte son vécu ».

Les opérateurs de téléphonie mobile, qui ont dû implanter quelque 30 000 antennes-relais en dix ans à côté des 65 000 antennes préexistantes (antennes FM, AM, TV...), payent aujourd'hui le prix d'une certaine négligence.

L'irruption des antennes a fait peur. Dans ce contexte, les initiatives locales sont importantes pour apaiser le débat. La ville de Lyon a ainsi décidé de signer avec les trois opérateurs de téléphonie mobile une charte qui respecte le principe de précaution, celui de transparence et de concertation avec les riverains. Ce partenariat, une première en France (« le Quotidien » du 29 mars), permet à la ville d'inscrire le développement de la téléphonie mobile « dans le cadre de la protection de la santé, de la préservation du paysage urbain et du maintien de la qualité du service des télécommunications ». Une telle charte devrait voir le jour dans d'autres municipalités, dont Paris. Cette coopération se révèle inévitable.

Stéphanie HASENDAHL